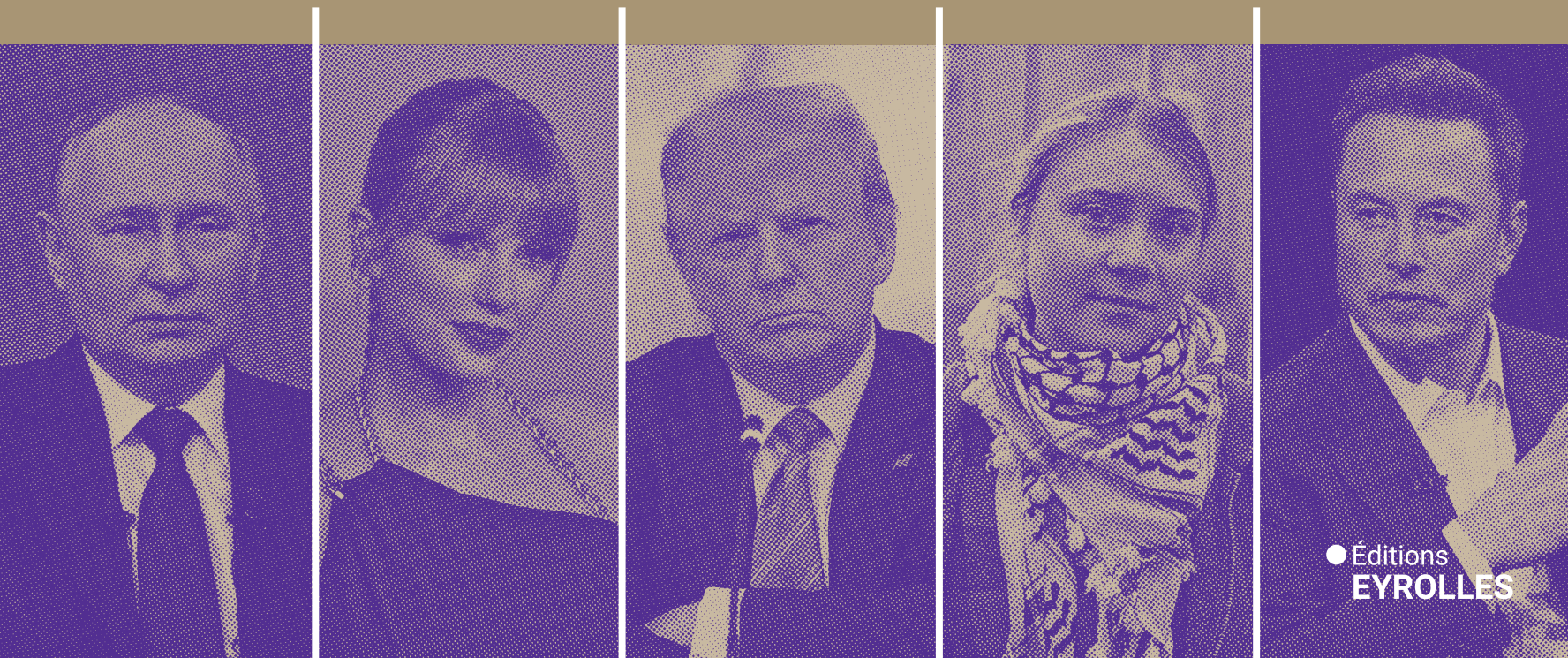


Sous la direction de Pascal Boniface

LES MAÎTRES DU MONDE

Fédérer – Gouverner – Soumettre

20 portraits décryptés par les meilleurs spécialistes



Éditions Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75005 Paris
info@eyrolles.com
www.editions-eyrolles.com

Conception graphique : Coline de Graaff © Studio Eyrolles
Mise en pages : Istria
Relecture/correction : Stéphanie Vernet et Carole Gavaggio
Cartographie : Légendes Cartographie
Iconographie : Stéphanie Tritz/Icono Star Pictures.

Depuis 1925, les Éditions Eyrolles s'engagent en proposant des livres pour comprendre le monde, transmettre les savoirs et cultiver ses passions !

Pour continuer à accompagner toutes les générations à venir, nous travaillons de manière responsable, dans le respect de l'environnement. Nos imprimeurs sont ainsi choisis avec la plus grande attention, afin que nos ouvrages soient imprimés sur du papier issu de forêts gérées durablement. Nous veillons également à limiter le transport en privilégiant des imprimeurs locaux. Ainsi, 89 % de nos impressions se font en Europe, dont plus de la moitié en France.

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie, 18, rue du 4-Septembre, 75002 Paris.

© Éditions Eyrolles, 2025
ISBN : 978-2-416-02084-1

Sous la direction de Pascal Boniface

LES MAÎTRES DU MONDE

Fédérer – Gouverner – Soumettre

● Éditions
EYROLLES

Introduction	7
--------------	---

1 Les hors-la-loi

Vladimir Poutine	13
Kim Jong-un	25
Benyamin Netanyahou	37
Donald Trump	49
Paul Kagame	59
Elon Musk	69
El Mencho	81

2 Les multi-alignés

Narendra Modi	97
Mohammed ben Salmane	109
Recep Tayyip Erdoğan	121

3 Les figures du *soft power*

Le pape _____	135
Albert de Monaco _____	145
Taylor Swift _____	155

4 Les représentants du « Sud global »

Xi Jinping _____	169
Ousmane Sonko _____	181
Lula _____	193
Mia Mottley _____	205

5 Les lanceurs d'alerte

Greta Thunberg _____	219
Julian Assange _____	229
#MeToo _____	239

Introduction

Qui dirige le monde ? Y a-t-il des « maîtres du monde » ? Au vu de la multiplication des crises et des conflits, de plus en plus sanglants, nous avons plutôt l'impression d'un monde sans maître, d'une planète qui fait penser à un bateau ivre, ce qui conduit à se demander s'il y a bien quelqu'un en charge du gouvernail. Les grandes puissances ne parviennent plus à imposer leur loi, mais continuent de provoquer des secousses telluriques par leurs rivalités, dont les populations civiles sont les premières victimes.

L'époque où Moscou et Washington dirigeaient chacun la moitié de la planète et se faisaient obéir est révolue. D'ailleurs, il ne faut pas éprouver de nostalgie particulière par rapport à cette période et penser que c'était mieux avant. La guerre froide a eu son lot de massacres à grande échelle. La puissance s'est répartie sur la surface de la planète, elle s'est émiettée. Elle s'est aussi diversifiée dans son expression et ses manifestations. Les chefs d'État des principales puissances n'en sont plus les seuls dépositaires. Ils font face à de nouvelles expressions de pouvoir. Ils doivent prendre en compte des leaders de pays moins importants, mais qui parviennent à faire passer un message fort, des représentants de la société civile qui, grâce aux moyens modernes de communication, peuvent atteindre un large public. Qui décide ? Comment se forge une décision internationale ? C'est un processus complexe, une marmite géante où l'on met une multitude d'ingrédients, et ce qui en sort est rarement attribuable à une seule personne. Chaque chef d'État (même ceux des pays autoritaires) doit intégrer, dans l'évaluation de la politique qu'il veut mener, les décisions ou les réactions des autres décideurs.

Nous avons voulu, dans ce livre, dresser le portrait de 20 personnalités qui pèsent dans le monde, qui contribuent peu ou prou à forger les politiques qui sont mises en œuvre. Leur profil est nécessairement diversifié. Ils n'ont pas tous la même puissance, mais tous contribuent à influencer le processus de décision. Nous les avons répartis en cinq grandes catégories.

La première concerne les hors-la-loi. Ils sont souvent au pouvoir et occupent des fonctions officielles. Il est donc sans doute contre-intuitif de les présenter ainsi. Ils sont plutôt normalement les gardiens

de la loi. Mais la puissance ne donne-t-elle pas le privilège de pouvoir s'affranchir de la règle générale, universelle ? Chacun peut le faire de façon différente, mais tous ces personnages estiment que leur propre loi, celle qu'ils définissent seuls, doit l'emporter sur la loi générale décidée en commun, et qu'il ne faut pas s'encombrer du respect du droit, qui est une entrave inadmissible à leur liberté d'action.

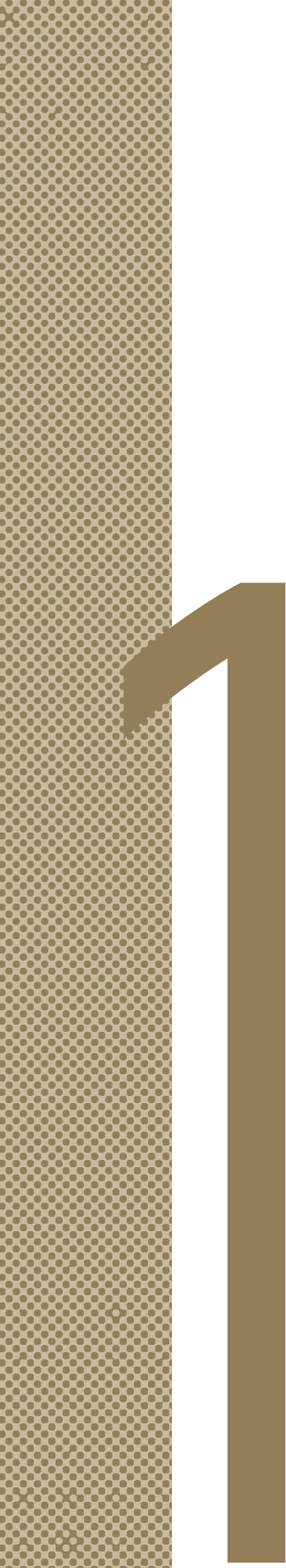
La deuxième concerne les multi-alignés. On ne parle plus de non-alignement, même si l'alignement multiple permet de ne l'être sur personne et évite d'être prisonnier d'un lien unique, enfermant et réducteur. Fini le couple à deux, vive le libertinage géopolitique. On multiplie ouvertement les partenariats.

La troisième catégorie concerne les figures du *soft power*, cette puissance douce des gens qui n'ont pas le pouvoir de contrainte, mais qui ont une capacité extraordinaire à capter l'attention, à séduire les auditoires et à faire avancer leurs idées, alors qu'ils n'ont pas les moyens de les imposer. Leur *hard power* est inexistant, mais leur voix porte néanmoins sur la scène mondiale.

La quatrième catégorie concerne les représentants du Sud global, autrefois pays du tiers-monde, mais qui, dans leur diversité politique, économique et stratégique, s'accordent pour refuser d'être contraints d'obéir, comme au cours des cinq derniers siècles, au monde occidental. Ils étaient indépendants, ils sont devenus souverains et le font savoir haut et fort.

Enfin, dernière catégorie : les lanceurs d'alerte. Ces représentants de la société civile, qui incarnent des causes jugées d'intérêt général – et même mondiales –, parviennent, par la force de leur conviction et le talent de leur plaidoyer, à faire bouger les lignes.

À chaque fois, nous avons voulu décrire le parcours de ces personnes hors norme, montrer comment elles ont forgé leurs convictions et leurs personnalités, et à quel point elles parviennent – ou pas – à atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés. Nous avons souhaité faire un livre plaisant, agréable à lire, mais qui néanmoins apporte un éclairage original sur l'état du monde.



Les hors-la-loi

Le droit leur apparaît comme étant un obstacle insupportable à l'exercice de leur puissance, et celle-ci est suffisante pour leur permettre d'échapper aux sanctions infligées habituellement à ceux qui ne respectent pas les normes établies. Ils assument ouvertement d'être hors la loi, sûrs et fiers de leur impunité. Le droit, c'est pour les faibles. Il ne les concerne donc en aucune manière.

Vladimir Poutine, sauveur ou fossoyeur de la Russie ?	13
Kim Jong-un : une dictature héréditaire et nucléaire	25
Benjamin Netanyahu, l'insubmersible	37
Donald Trump, un dictateur en démocratie	49
Paul Kagame, l'allié encombrant de l'Occident	59
Elon Musk, le conquérant	69
El Mencho : la puissance des cartels, du Mexique au monde	81

Comment est-il possible de classer dans la même catégorie des personnages aussi différents que ceux dont vous allez lire les portraits dans les pages suivantes ? Est-il pertinent de mélanger un leader autoritaire implacable, des chefs d'État ou de gouvernement élus (et réélus) démocratiquement par leur peuple, un chef d'État à la tête d'un régime à la fois héréditaire et totalitaire, un président qui a mis fin au génocide en cours dans son pays et un bandit de grand chemin qui vit de vice et de violence... ?

A priori, non. Il est certain qu'il vaut mieux être citoyen des États-Unis que de la Corée du Nord – où la notion même de citoyenneté n'existe pas –, que l'opposition au gouvernement peut davantage se faire entendre en Israël qu'en Russie, et que, contrairement aux autres membres de cette liste, El Mencho ne sera jamais reçu officiellement dans aucune capitale.

Alors pourquoi un tel rapprochement ? Ce qui les unit, c'est qu'ils préfèrent tous la puissance au droit. La puissance, ils l'ont chacun à leur manière, ils s'en sont dotés sans trop s'appesantir sur les moyens. La fin justifie tout. Le droit, qu'il soit national ou international, apparaît comme une limite inacceptable et injustifiée à l'exercice de leur volonté. Ils pensent qu'ils ont raison et que leurs contradicteurs sont des ennemis qu'il convient de mettre hors d'état de nuire, y compris physiquement, pour certains d'entre eux. Ceux qui se sont mis en travers de leur route l'ont payé chèrement. Le prix de la vie humaine n'est pas grand-chose à leurs yeux.

S'ils sont à la tête de leur pays, ils confondent leurs intérêts personnels et l'intérêt national. Ils estiment être les seuls capables de restaurer, augmenter et développer la puissance nationale. Leur absence totale de scrupules est leur marque de fabrique, et la froideur de leurs agissements, leur signature.

Ceux qui s'opposent à eux, ceux qui critiquent leur manière de diriger le pays ou ceux qui sont simplement dubitatifs sont perçus comme des ennemis. Non pas des ennemis personnels, mais des ennemis de l'État faisant le jeu de puissances étrangères. C'est donc un devoir patriotique que de les empêcher de nuire. On les trouve cyniques, mais il ne faut pas écarter la possibilité qu'ils puissent être sincèrement convaincus, à force de répéter leurs arguments et de ne pas être contredits.

Donald Trump veut rendre sa grandeur à l'Amérique, qui par ailleurs est le meilleur pays du monde. Paul Kagame estime que s'il relâche la pression qu'il exerce sur son pays, les génocidaires seront de retour. Benyamin Netanyahu se présente comme le rempart contre un nouveau génocide. Vladimir Poutine défend la sainte Russie contre ses adversaires qui veulent sa perte. Elon Musk est convaincu que son génie hypertrophié doit pouvoir agir sans limite pour le bien de l'humanité. Kim Jong-un est le protecteur d'un peuple menacé par l'impérialisme. Peut-être El Mencho est-il le seul à ne pas avoir besoin de justification à son comportement sans foi ni loi. Il doit se dire que, s'il est malhonnête, il ne fait qu'imiter les dirigeants politiques et que lui, au moins, fait de la redistribution autour de lui.

Ils veulent un État fort et ont le culte de l'homme fort. Le droit est fait pour protéger les faibles, et la faiblesse n'est pas respectable à leurs yeux. Comme Machiavel, ils pensent qu'il vaut mieux être craint qu'être aimé mais, comme l'auteur du *Prince*, ils ne négligent pas leur cote de popularité, au point même d'entretenir autour d'eux un culte de la personnalité, de se réjouir des portraits flatteurs que leur entourage entretient ou des hommages qui peuvent leur être rendus depuis l'étranger. Leur ego boursoufflé s'en nourrit. Ils pourraient souffrir d'être comparés à un baron du trafic de drogue, mais n'ont-ils pas en commun de penser qu'ils sont infailibles, que la brutalité est un instrument utile, le droit un instrument inutile, et la contradiction un sport dangereux pour ceux qui s'élèvent contre eux ? En fait, pour eux, les autres n'existent pas. Prendre en compte leur intérêt n'en a aucun. Il n'y a qu'eux, leur État ou leur organisation, bref, la structure dont ils sont à la tête, qui mérite d'être prise en considération. Ils vivent dans un monde globalisé où les autres n'ont pas à être pris en compte.

Leur absence
totale de
scrupules est
leur marque
de fabrique,
et la froideur
de leurs
agissements,
leur signature.



Vladimir Poutine

sauveur ou fossoyeur de la Russie ?

◀ *Le président russe Vladimir Poutine (à gauche) rencontre des soldats lors d'une visite dans un centre d'entraînement militaire du district militaire ouest pour les réservistes mobilisés, à l'extérieur de la ville de Riazan, le 20 octobre 2022.*

Premier chef d'État d'un pays membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU à faire l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale pour crime contre l'humanité et crimes de guerre après l'invasion de l'Ukraine, Poutine est probablement l'un des hommes les plus détestés en Occident. Pourtant, l'histoire n'a pas encore rendu son verdict. Restera-t-il, comme il le souhaite, l'homme qui a redonné sa puissance, sinon sa grandeur, à la Russie ou celui qui a achevé le déclin de ce pays après la chute de l'URSS ? Le grand retour de la Russie sur la scène du monde a été l'ambition majeure de l'enfant de Saint-Petersbourg qui a connu la gloire finissante de l'Empire, les affres de son démantèlement et l'anarchie sauvage qui a suivi. Il a consacré toutes ses forces à son relèvement, n'écartant aucun moyen et n'hésitant pas à recourir à la violence. Les éléments connus de sa biographie (puisqu'il s'est livré à quelques interviews assez personnelles et a fait l'objet de nombreuses monographies) peuvent éclairer sa politique.

La formation d'un chef

Comme la plupart des Russes de sa génération, Vladimir Poutine – ou Vladimir Vladimirovitch Poutine¹ – est un enfant de la guerre. Il naît sept ans après la victoire de 1945. L'un de ses frères est mort de privations pendant le siège de Leningrad ; son père, ouvrier, a été gravement blessé pendant la défense de la ville ; il est nourri, comme tous les écoliers de son époque, par les récits héroïques de la lutte du peuple soviétique contre l'envahisseur allemand et par la mémoire des millions de morts dont le pays porte longtemps le deuil. Les défilés du « régiment immortel », avec les membres de la famille exhibant les photos de leurs parents ayant combattu ou péri pendant la « grande guerre patriotique », ont été officialisés par le président russe en 2015, mais ne sont pas seulement l'instrumentalisation politique de l'opinion populaire au profit du pouvoir. Ils correspondent à un sentiment profond de Poutine : « Plus jamais ça. » Il faut que la Russie soit forte.

Saint-Petersbourg a aussi marqué le jeune Poutine. L'empreinte de la ville « fenêtre sur l'Europe » détermine sa personnalité. Il évoque comme figures classiques de héros soviétiques son institutrice méritante et modeste, son professeur de judo qui remet ses élèves dans le droit chemin, ses enseignants dévoués et patriotes. Il mentionne, non sans complaisance, la faune de semi-voyous de Saint-Petersbourg, où la violence est omniprésente. L'architecture de la ville, témoignant de

la grandeur passée de la Russie, l'impressionne. Il est aussi marqué par l'héritage intellectuel de l'ancienne capitale des Tsars avec ses écrivains, ses poètes, ses artistes, ses musiciens et ses professeurs prestigieux, notamment à l'université d'État où Poutine décroche son diplôme en droit puis plus tard en économie. Enfin et surtout, c'est là qu'il s'est fait des amis désireux comme lui de « s'en sortir » au moment de l'effondrement du pays et auxquels il manifeste tout au long de sa vie une fidélité rarement mise en défaut... La solidarité, y compris financière, du clan des « Pétersbourgeois » reste un élément important de son ascension.

Mais l'ambition principale du jeune Poutine est de rentrer dans le corps d'élite du KGB (les services secrets russes), dont la puissance occulte s'est exacerbée avec l'affaiblissement des institutions soviétiques : patriotisme, discipline, solidarité de corps, culte de la force et acceptation de la violence. Il a, semble-t-il, du mal à y entrer, mais son appartenance aux services de sécurité, noyau des « structures de force », est l'un des facteurs structurants de sa personnalité et un élément déterminant de son ascension.

Aussi la chute de l'URSS est-elle, pour le jeune officier, un traumatisme profond. Il a raconté, à son avantage, comment il a sauvé in extremis à Dresde le siège du KGB menacé par des manifestants. Revenu en Russie, il est sans doute marqué par l'immense pauvreté, la désorganisation du pays, la vacance du pouvoir, la violence des rapports sociaux... Il en conçoit, sinon un fort désir de revanche pour son pays, du moins la volonté d'y rétablir l'ordre et de lui restituer sa puissance.

1. En Russie, on précise la filiation par le prénom du père. Vladimir Poutine est le « fils de Vladimir » (Vladimirovitch). C'est une forme de familiarité respectueuse d'usage général.

Il est embauché très vite par le maire libéral de Saint-Pétersbourg, Anatoli Soltchak, son ancien professeur de droit, d'abord comme chargé des relations internationales. Il devient adjoint du maire en 1994 et est compromis dans certaines affaires économiques. Certains disent que c'est là qu'il a constitué sa fortune. Ce qui est sûr, c'est que la pratique économique et politique du maire, son « mentor » et ami, l'impressionne profondément. Poutine, sans renoncer à son culte de l'État fort ni à l'interventionnisme hérité du soviétisme, devient libéral pour l'économie, et même un petit peu pour la politique. Mais il tire surtout de son expérience auprès de Soltchak un grand pragmatisme dans l'action, qui contrebalance la rigidité de ses convictions patriotiques et « impériales ».

Au fil des événements, des influences et de ses lectures, Poutine bascule cependant d'une vision européiste et en quelque sorte « pétersbourgeoise » de l'avenir de la Russie à la vision eurasiatique qu'on lui connaît aujourd'hui. Marqué par les penseurs qui, tout au long de l'histoire russe, ont plaidé pour un statut « à part » de la Russie (ni européenne ni asiatique), frappé par les thèses plus contemporaines d'un Ivan Ilytch, d'un Douguine ou même de son conseiller Sourkov sur l'impossibilité pour la Russie d'être acceptée par l'Occident, il endosse les combats deux fois centenaires des panslavistes contre les occidentalistes. Il s'appuie désormais sur la religion orthodoxe, sur l'idéologie traditionaliste et sur le « pivot » asiatique face à l'Occident jugé hostile par principe.

L'Ukraine est l'un des rares dossiers sur lesquels le président russe s'anime, voire s'emporte.

Nanti de ces viatiques, Poutine connaît une ascension météorique. Appelé à l'administration du président Eltsine en août 1996, il en devient vice-président en mars 1997 tout en soutenant une thèse sur l'énergie devant la prestigieuse École des mines de Saint-Pétersbourg. Il prend la tête des Services secrets intérieurs (FSB) en juillet 1998 et est nommé Premier ministre par Eltsine en août 1999

après un bref passage comme secrétaire général au Conseil national de sécurité. Enfin, en décembre de la même année, Eltsine, malade, annonce son départ et la nomination de Poutine comme président intérimaire jusqu'aux élections de mars 2000, que ce dernier gagne avec un score « démocratique » de 52,6 %. Réélu régulièrement avec des résultats mirobolants (et sujets à caution), il ne cessera depuis lors de diriger le pays, si ce n'est l'intermède de son ami et féal Medvedev de 2008 à 2012, propulsé à la présidence pour garder la place en attendant que la Constitution permette à son patron, entre-temps devenu Premier ministre, de se représenter.

Le redressement de la Russie

Poutine a été servi par les événements. La période Eltsine a été une catastrophe humaine et économique pour tous les Russes, à l'exception d'une poignée d'oligarques enrichis par les privatisations, la libération des prix et de la monnaie, l'ouverture aux importations et tous les « bienfaits » apportés par la « thérapie de choc » libérale du bon docteur Gaïdar (ministre des Finances puis Premier ministre de Eltsine, adepte de l'École de Chicago). À la veille de l'arrivée au pouvoir de Poutine (1999), la litanie des désastres est longue : baisse du PIB de 45 % de 1989 à 1998, taux d'inflation de 1 000 % et taux de chômage (officiel, mais sans couverture sociale) de 13 %, effondrement de la fécondité avec 1,16 enfant par femme (bien loin du taux de renouvellement de la population), croissance de la mortalité provoquée par la situation sanitaire dégradée, réduction de l'espérance de vie à 66 ans (écourcée de 4 ans²)... Tout cela n'est pas seulement dû à la libéralisation menée au forceps par les équipes de Eltsine, mais s'explique surtout par la chute du prix du pétrole, principale ressource du Trésor russe, descendu à un peu plus de treize dollars en 1999. Or, les prix du Brent remontent brusquement à partir des années 2000 pour atteindre la centaine de dollars en 2008, soit, selon la British Petroleum, une hausse de 440 % entre 1999 et 2008. Un argent que Poutine saura bien utiliser.

2. Tous les chiffres cités dans cette phrase proviennent de la Banque mondiale.

La remise en ordre est rapide et brutale. Le nouveau président installe d'abord ses hommes dans les « structures de force » : au FSB, Patrouchev puis Bortnikov, ses amis de Saint-Petersbourg ; au SVR (service des renseignements extérieurs), Lebedev, Fradkov puis Narychkine à partir de 2016, lui aussi ancien de Saint-Petersbourg ; au GRU (renseignements militaires), des officiers sûrs. Il réhabilite l'armée (logements, soldes, matériels, avancement...). Une grande réforme en 2008 réduit les effectifs, principalement des officiers, désormais constitués pour moitié de professionnels, et modernise l'équipement en prévoyant un renouvellement de 70 % d'ici 2020. Mais surtout, Poutine s'efforce, après des attentats sanglants (dont certains attribués par l'opposition au FSB) d'éliminer la sécession tchétchène, devenue islamiste, au prix d'une guerre terrible, rapidement gagnée (2000). De nombreux journalistes dénonçant le comportement des troupes russes sont assassinés (Anna Politkovskaïa...) dans des conditions laissant supposer pour le moins une complicité tacite des autorités. La victoire russe est d'ailleurs suivie de nombreuses actions de guérillas ou d'attentats (théâtre Doubrovka à Moscou en 2002, école de Beslan en 2004...).

Il réduit ensuite la puissance des oligarques qui avaient pris trop d'importance dans la gestion des affaires publiques, au point d'ailleurs d'avoir été déterminants dans son ascension. Spectaculairement mise en scène, à la plus grande satisfaction des Russes, leur mise au pas contraint certains d'entre eux à l'exil, voire à la prison. La reprise en main du secteur énergétique suit celle des médias, c'est-à-dire pour l'essentiel le retour à l'État des moyens d'information grand public et des ressources en gaz et surtout en pétrole. Poutine fait place nette avec notamment l'emprisonnement (puis la fuite) de Goussinski (dépossédé de Media-Most et de NTV), la confiscation de la compagnie pétrolière loukos et l'arrestation de Khodorkovski, coupable d'avoir tenté de vendre sa compagnie pétrolière à des Américains. Il nomme progressivement ses fidèles à la tête des compagnies énergétiques : Miller (un Pétersbourgeois) chez Gazprom, Setchine (un ancien « guéibiste » compagnon de la mairie de Saint-Petersbourg) chez Rosneft...

Poutine crée aussi de grandes « corporations d'État » par secteur industriel, le plus souvent confiées à des fidèles : OAK pour l'aéronautique, OSK pour la construction navale, Rustec pour les industries militaires, Rosatom pour le nucléaire civil, Rusnano pour les nanotechnologies...

Mais pour relancer l'économie agonisante, Poutine, en bon élève de Sobtchak, compte sur l'initiative privée. Appuyé par son ministre des Finances, Koudrine, et son ministre du Développement économique, Gref, tous deux libéraux, qu'il a connus à Saint-Petersbourg, il poursuit dans un sens libéral la modernisation des textes juridiques régissant la vie économique entamée par son prédécesseur : Code civil avec notamment la création de la propriété intellectuelle, Code pénal, Code foncier consolidant la propriété privée des terres. Il s'efforce d'attirer les capitaux occidentaux (hors ressources naturelles). Il institue un impôt sur le revenu simplifié, avec un taux unique de 13 %, un impôt sur les sociétés de 20 % en moyenne. Il rembourse les dettes de l'État, qui reste excédentaire jusqu'à la guerre en Ukraine.

Le secteur social se redresse, lui aussi, après des années de déshérence. Dès 2006, une fois les finances consolidées, il lance de grands programmes nationaux dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la démographie, la mise à jour du système de pension mêlant répartition et capitalisation. La création d'un « Fonds du bien-être » en 2008 permet de sanctuariser les dépenses sociales en cas de baisse des revenus pétroliers et gaziers. Une politique du médicament visant à l'autonomie est mise en place.

Les résultats se font vite sentir : le PIB croît de 83 % entre 1999 et 2008, le taux de chômage descend à 4 %, l'inflation se stabilise autour de 5 %, l'espérance de vie remonte à 73 ans, gagnant 7 ans entre 1999 et 2018³, année où il est réélu pour la quatrième fois avec 77,5 % des voix.

Le retour en force sur la scène internationale

À la Conférence sur la sécurité de Munich, en 2007, Poutine met en garde : les intérêts de la Russie ont selon lui été négligés par les Occidentaux, qui doivent désormais compter avec elle. Moscou a

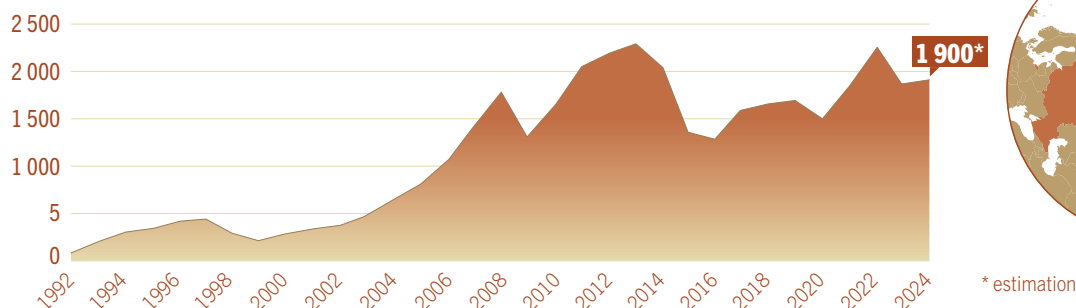
3. Chiffres de la Banque mondiale.

LES RÉSULTATS DES MESURES DE POUTINE POUR REDRESSER LA RUSSIE

L'effondrement du prix du pétrole a caractérisé les tristes années Eltsine. Leur remontée pendant les années Poutine a permis la rapide récupération de la Russie. La baisse enregistrée début 2025, en pleine guerre avec l'Ukraine, marque-t-elle une nouvelle ère de difficultés pour la Russie ?

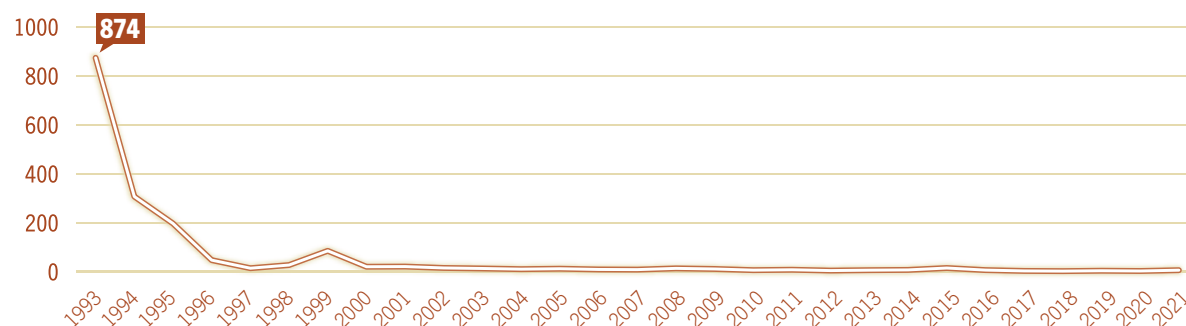
● **Produit intérieur brut**

En milliards de dollars courants



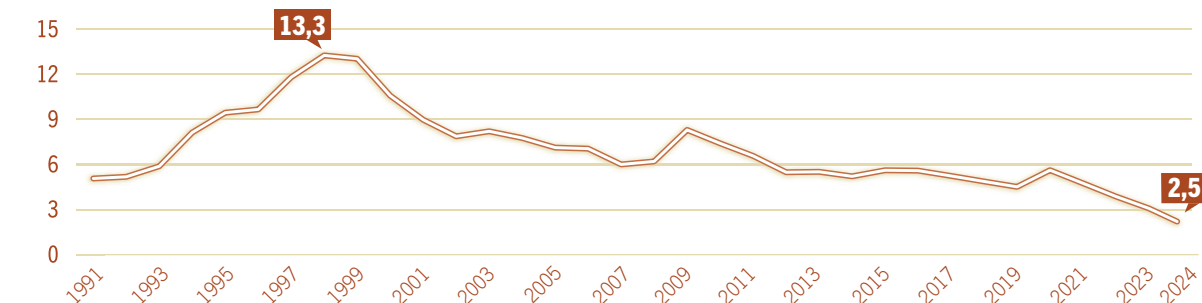
● **Inflation, prix à la consommation**

En pourcentage annuel



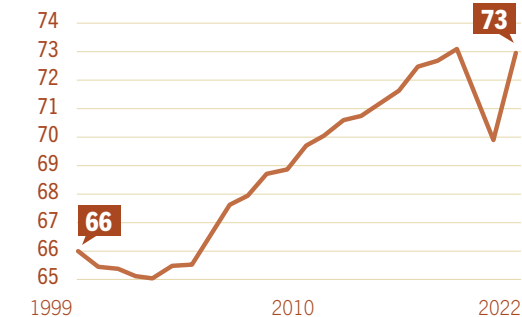
● **Chômage**

En pourcentage de la population



● **Espérance de vie**

En années



● **Évolution du prix du baril de pétrole**

En dollars



fortement ressenti le bombardement de la Serbie sans autorisation du Conseil de sécurité en 1999 (qui a neutralisé son siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU), la dénonciation par Bush junior en 2002 du traité limitant les armes antimissiles, qui a fragilisé sa dissuasion, et surtout les différents élargissements de l'OTAN aux anciens pays du bloc soviétique dans lesquels les Russes ont vu une tentative d'encerclement. Dès l'année suivante, Poutine envahit une Géorgie qui bascule alors vers l'Occident après qu'au Sommet de Bucarest, en avril 2008, l'OTAN promet à Tbilissi (ainsi qu'à Kiev) de l'accueillir, et érige deux de ses provinces en « États croupion⁴ » proches de la Russie. Poutine ouvre de nouvelles ambassades partout en Afrique où il signe une vingtaine d'accords de coopération militaire. Il organise le « pivot vers l'Asie » en développant les échanges avec la Chine avec l'exportation de gaz via le tube « Force de Sibérie » ouvert en 2019. En 2002, la Russie participe à la création de l'Organisation de coopération de Shanghai, où la Chine et la Russie organisent la sécurité de l'Asie centrale en dehors des États-Unis alors englués en Afghanistan. Poutine noue des liens plus étroits avec les BRICS, fondés en 2009 avec le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Il tente de redonner vie à la Communauté des États indépendants (CEI) regroupant à l'origine onze républiques sur les quinze qui formaient l'URSS. Il en développe les bras armés militaires (Organisation du traité de sécurité collective) et économiques (Union économique eurasiatique), avec des États certes peu nombreux (Biélorussie, Kazakhstan, Arménie, Kirghizistan pour l'Union économique), mais qui structurent à son profit une partie de l'espace post-soviétique.

Mais son grand sujet est l'Ukraine, berceau revendiqué de la civilisation russe, ancien joyau de l'URSS, pays à la fois puissamment agricole et très industrialisé, en grande partie russophone et où l'influence occidentale croît. L'élection en 2010, après un président pro-occidental – Iouchtchenko – élu à la suite de la « révolution orange » en 2004, d'un président pro-russe – Ianoukovitch – lui permet d'obtenir satisfaction sur trois points qu'il juge essentiels : la neutralité du pays réaffirmée par une loi, le statut de la langue russe et un bail jusqu'en 2042 sur la base navale de Sébastopol. Les échanges économiques et les liens de toutes sortes s'intensifient. Toujours membre de la CEI, l'Ukraine est alors en passe de devenir un pays

exemplaire de l'« étranger proche⁵ », et Poutine espère bien la faire entrer dans l'Union économique eurasiatique. Dans le même temps, le « reset » d'Obama avec la Russie, l'entrée de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce et l'inauguration du gazoduc Nord Stream alimentant directement l'Europe peuvent laisser croire au pouvoir russe que les Occidentaux s'accommoderont de son influence sur les anciennes républiques soviétiques (hormis les baltes).

La réunion du G20 à Saint-Petersbourg en septembre 2013 marque l'apogée de la puissance russe retrouvée et de son image internationale. Obama et Poutine y décident du désarmement chimique de la Syrie, évitant une intervention militaire occidentale en réaction à l'utilisation d'armes chimiques contre la population par les forces gouvernementales. Au milieu des chefs d'État des vingt pays les plus riches du monde, Poutine triomphe.

Le tournant ukrainien

Du Capitole à la roche Tarpéenne⁶ il n'y a qu'un pas. De nombreuses raisons peuvent expliquer, sinon justifier, l'invasion puis l'annexion sans coup férir de la Crimée en février 2014 et le soutien apporté aux sécessionnistes du Donbass qui ont déclenché le cycle des sanctions occidentales. Il est sûr que l'échec de la tentative de médiation germano-polono-française entre les révoltés de la place Maïdan à Kiev et le président Ianoukovitch en février 2014, puis la fuite de ce dernier et l'installation d'un pouvoir pro-occidental en ont été les éléments déclencheurs. Il devenait clair que Poutine ne laisserait pas sans réagir l'Ukraine se détourner de la Russie et se rapprocher de l'Occident avec comme perspective l'adhésion à l'Union européenne et surtout à l'OTAN. L'enlisement puis l'échec des accords de Minsk (février 2015), consommé lors du Sommet de Paris en « format Normandie » (Russie, Ukraine, Allemagne, France) en décembre 2019, ancre Poutine dans le sentiment que l'Occident veut lui arracher l'Ukraine. La signature d'un partenariat privilégié entre l'OTAN et l'Ukraine en juin 2020, la décision d'installer des bases antimissiles

4. Un État croupion est un État artificiel, qui n'a aucune des caractéristiques d'un État constitué (frontières claires, territoire défini, institutions et gouvernement reconnus...) et qui devient ainsi le jouet d'un autre État qui tire les ficelles.

5. Terme apparu au début des années 1990 pour caractériser les anciennes républiques soviétiques devenues indépendantes et sur lesquelles Moscou voulait maintenir son influence.

6. Dans la Rome antique, la colline du Capitole était le cœur du pouvoir et l'on précipitait les condamnés à mort du haut de la roche Tarpéenne, située à côté.

La guerre civile en Syrie

La guerre civile en Syrie opposant d'une part le pouvoir alaouite⁷ et d'autre part des rebelles (d'abord en partie démocratiques puis rapidement islamistes-sunnites) est l'occasion pour la Russie de faire une entrée remarquée au Moyen-Orient. Appuyé sur la projection d'une force minime (une trentaine d'avions et quelques milliers d'hommes), Poutine sauve en 2015 un régime au bord de l'effondrement. Les alliés chiïtes, le Hezbollah libanais et les gardiens de la révolution iraniens ont fourni

les troupes au sol. Les efforts diplomatiques russes (création du groupe d'Astana⁸ avec l'Iran, qui soutient Assad, et la Turquie qui appuie les rebelles) assurent l'accompagnement politique permettant à Bachar al-Assad de conforter son pouvoir sur une grande partie de son territoire. Certes, Assad ne contrôle pas les zones kurdes aidées par les Occidentaux dans leur lutte contre Daech, ni les enclaves subsistantes de l'État islamique, ni surtout le réduit d'Idlib, dernier refuge des rebelles islamistes soutenus par Ankara, malgré une ultime tentative de reconquête en 2018.

Mais l'influence de la Russie dans la région est consolidée autour de la base navale de Tartous et de la base aérienne de Hmeimim. La victoire de l'organisation islamiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) fin décembre 2024 et la fuite d'Assad, lâché par les Russes absorbés par la guerre en Ukraine et par les Iraniens affaiblis par les frappes israéliennes, n'a pas conduit à la fermeture des bases russes. Des contacts ont été immédiatement établis avec le nouveau pouvoir et Poutine a rapidement téléphoné au nouveau président Ahmed al-Charaa pour discuter du sort des bases et de la poursuite de la coopération bilatérale.

en Pologne et en Roumanie, prise au Sommet de l'OTAN à Lisbonne en 2010 – gelée par Obama puis réactivée par la suite –, l'échec des ultimes propositions russes en décembre 2021 d'un nouveau traité de sécurité en Europe neutralisant l'Ukraine et en partie la présence de l'OTAN dans les pays de l'ancien bloc soviétique, quasiment présenté comme non négociable, constituent sans doute des étapes dans la décision d'envahir l'Ukraine le 24 février 2022. Poutine est aussi sous la pression de ceux qui estiment à Moscou qu'il a été trop mou en 2014, à un moment où l'Ukraine était encore faible. L'Ukraine est d'ailleurs l'un des rares dossiers sur lesquels le président russe s'anime, voire s'emporte. Le retour à la Russie, sous une forme ou sous une autre, de ce qu'il considère comme son berceau, relève plus de l'émotion que de la raison. Même s'il fait diffuser la scène, parfois irréaliste⁹, de l'approbation par le Conseil national de sécurité de sa décision, la guerre d'Ukraine est sa guerre et il en subira les conséquences politiques.

Enfin, Poutine, qui a laissé subsister durant ses deux premiers mandats le niveau de libéralisation de la vie politique atteint sous le président Eltsine et apparemment consolidé sous Medvedev, accentue brutalement avec la guerre le caractère autoritaire et répressif du régime. Dès son retour au pouvoir en 2012, il fait voter la loi sur les « agents de l'étranger » et commence à réprimer les manifestations. Après le début de la guerre au Donbass en 2014 et surtout après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, la répression prend un tour plus systématique. La loi sur les ONG « agents de l'étranger » est progressivement rendue plus sévère et étendue aux médias puis aux individus. De nombreuses organisations vouées à la défense des droits humains, à la mémoire du Goulag ou à la promotion de l'État de droit sont déclarées « indésirables » et fermées. Les médias d'opposition sont interdits ou conduits à se saborder. Les condamnations pour extrémisme, dénigrement de l'armée ou « falsification » de l'histoire russe se multiplient. Les manifestations sont pratiquement interdites. L'« ingénierie politique » de la « démocratie souveraine¹⁰ » est déployée à grande échelle pour garantir le résultat des élections

7. Groupe ethno-religieux proche du chiïsme, centré dans la région de Lattaquié, auquel appartiennent Hafez al-Assad et Bachar, son fils, présidents du pays depuis 1970.

8. Le processus d'Astana est un ensemble de rencontres multipartites entre différents acteurs de la guerre civile en Syrie. L'accord d'Astana est un traité signé le 4 mai 2017 par la Russie, l'Iran et la Turquie portant sur la création de quatre zones de cessez-le-feu dans le pays.

9. Il a fait répéter plusieurs fois le chef des services extérieurs Narychkine, dont le soutien lui paraissait ambigu.

10. Concepts développés par Vladislav Sourkov, un moment adjoint du chef de l'administration présidentielle, et intellectuel inspirateur de Poutine. Ils signifient grosso modo que le fonctionnement de la démocratie doit être « organisé » pour ne pas nuire à la souveraineté et à la puissance de l'État.



Des employés municipaux effacent l'image du chef de l'opposition russe, Alexei Navalny. Sur le mur, on peut lire « Héros de notre temps », en référence au roman de Mikhaïl Lermontov. Russie, le 28 avril 2021.

en bloquant les candidats contestataires. De nombreux opposants à la guerre sont emprisonnés ou réduits au silence, au point de mourir en prison comme Navalny ou d'être assassinés comme l'ancien vice-premier ministre Nemtsov. Mais Poutine sait que, à terme, la répression qu'il justifie par les nécessités de la guerre menée contre la Russie par l'« Occident collectif » sera de moins en moins bien acceptée.

Avec ses premières défaites, l'armée russe perd sa réputation d'invincibilité. L'échec devant Kiev en février 2022, le recul précipité de septembre 2022 face à la contre-offensive ukrainienne, le piétinement relatif de l'offensive de 2024 avec 0,5 % du territoire ukrainien conquis en un an au prix d'efforts et de pertes considérables

(s'ajoutant il est vrai aux 18 % occupés en 2014 et lors de l'offensive initiale), jettent le doute sur les performances militaires de l'armée russe malgré la bonne résistance de la ligne « Sourovikine » lors de l'offensive ukrainienne de septembre 2023. Plus grave, la peur inspirée par la violence de l'agression contre l'Ukraine suscite l'adhésion à l'OTAN de la Finlande et de la Suède, précédemment neutres, faisant ainsi de la Baltique une « mer OTAN ». De plus, la mobilisation des forces russes face à l'Ukraine dégarnit les fronts secondaires et Poutine ne peut rien faire pour sauver son allié syrien Bachar al-Assad, perdant ses positions en Syrie, laissant la voie ouverte aux ambitions turques, et rendant plus difficile le soutien aux forces russes de l'Africa Corps en Afrique. Le rôle sécuritaire

de la Russie et de l'OTSC¹¹ en Asie centrale s'en trouve en partie décrédibilisé. Profitant de la marge de manœuvre ainsi acquise, à la fois inquiets de l'invasion de l'Ukraine et constatant les limites de la puissance russe, les pays de la Communauté des États indépendants (CEI) prennent imperceptiblement leurs distances : diplomatie « multivectorielle » en Asie centrale, procédure d'adhésion de la Moldavie à l'Union européenne, contestation du pouvoir pro-russe en Géorgie, retrait de facto de l'Arménie de l'OTSC... À part la Biélorussie, ancrée à Moscou, la tentative de récupérer l'Ukraine par la force se solde par un affaiblissement des liens avec la CEI. Il sera impossible à Poutine de les renforcer tant que la guerre durera et, même après un éventuel accord mettant fin au conflit, il lui sera difficile de les ranimer.

Les quelque 20 000 sanctions économiques et personnelles imposées par l'Occident à la Russie n'ont certes pas eu les effets escomptés, ni sur la détermination de Poutine, ni sur d'éventuelles pressions du monde des affaires et de la finance sur le pouvoir, ni sur la conduite de la guerre. Après une décroissance de 2,1 % en 2022, l'économie russe s'est adaptée et a connu des taux de croissance inconnus depuis 2008 avec environ 3,6 % en 2023 et 4,1 % en 2024, supérieurs à ceux des États-Unis et de la zone euro. Mais le « pivot » vers l'Asie (illustré par la substitution à l'Europe de la Chine et de l'Inde comme acheteurs d'énergie, par la substitution à l'Occident de la Chine comme fournisseur de technologie, de biens de consommation et de biens d'équipement, et par le contournement des sanctions par l'Asie centrale) comporte des risques à long terme. De même, la mobilisation de l'économie pour remplacer les produits occidentaux trouve-t-elle ses limites. Avec une inflation proche de 10 %, des taux d'intérêt directeurs de 21 % fin 2024 qui paralysent tout financement bancaire des investissements, une dégradation durable des moyens accordés à la recherche, voire à l'éducation et au secteur social, au profit des dépenses militaires, une pénurie de main-d'œuvre, la Russie résiste bien, mais risque d'hypothéquer l'avenir. Les sanctions américaines de novembre 2024 contre 52 banques russes dont Gazprombank (qui gère les transactions sur les hydrocarbures) gênent les ventes de gaz et de pétrole, même si la chute du rouble qui

Les BRICS

Le rôle croissant des BRICS est un succès de la diplomatie russe. Ces pays désormais au nombre de 10 (BRICS+)¹² sont l'incarnation du « Sud global ». Ils sont unis dans leur contestation de la prédominance occidentale et leur refus d'appliquer les sanctions. Les BRICS se sont abstenus de condamner la Russie lors des votes à l'ONU (sauf le Brésil qui a voté la résolution de 2022 condamnant l'invasion russe). Mais leur gêne transparaît au fil des communiqués bilatéraux et multilatéraux qui rappellent à chaque fois la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États, donc de l'Ukraine. La diplomatie de Poutine a obtenu des soutiens, mais elle a atteint ses limites.

en a découlé comporte quelques avantages (plus de roubles pour un dollar d'exportation, et donc équilibre du budget plus facile). Gazprom est devenu lourdement déficitaire et la baisse des prix du baril risque de tarir les ressources budgétaires qui permettent de financer la guerre. Avec 9 % du PIB et plus de 30 % du budget consacrés à l'armée, l'économie de guerre pèse de plus en plus sur l'économie tout court et les prévisions pour 2025 sont moins riantes.

La popularité très élevée de Poutine n'a pour l'instant pas souffert de ces difficultés ou de ces échecs ni du caractère de plus en plus répressif du régime, car le gouvernement a réussi à mobiliser les Russes autour du thème de la Russie assiégée par l'« Occident collectif ». Mais, en août 2023, la mutinerie de Prigojine, le chef du groupe de mercenaires Wagner employé sur le front, a sonné comme un avertissement : les ultranationalistes ne laisseront pas Poutine perdre la guerre. Le président russe sait aussi que, à terme, la poursuite du conflit, les pertes humaines et les restrictions qui l'accompagnent, la rupture avec le reste de l'Europe et l'hostilité du « peuple frère » ukrainien lui seront imputés. L'occupation par les forces ukrainiennes d'une partie du territoire russe près de Koursk ainsi que les bombardements sporadiques de villes russes (Moscou, Kazan où se tenait deux mois avant le sommet des BRICS...) rappellent qu'il a rendu le

11. L'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) est une alliance militaire née en 2002 et regroupant plusieurs anciennes républiques soviétiques (Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan) autour de la Russie.

12. Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud auxquels s'ajoutent l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte, l'Iran et l'Éthiopie.

pays vulnérable. Poutine a été fortement marqué par la mort ignominieuse de Kadhafi, renversé avec l'appui des Occidentaux lors de la crise libyenne en 2011. Le temps lui est compté pour apparaître comme le vainqueur d'une guerre qu'il a déclenchée. Son avenir politique et l'image qu'il veut laisser dans l'histoire russe en dépendent.

L'enjeu de la sortie de guerre en Ukraine

Poutine est nourri de références historiques réformatrices et impériales. Il valorise Staline comme vainqueur de l'Allemagne en 1945, quitte à passer sous silence ses exactions et à interdire l'ONG

Memorial qui s'efforce de perpétuer la mémoire des victimes. Mais il s'est recueilli sur les tombes collectives de prêtres assassinés par Staline et a laissé présenter des expositions grand public sur les grandes purges de 1937 dans l'Armée rouge. Il honore Pierre le Grand, modernisateur à la poigne de fer, Stolypine, Premier ministre de Nicolas II, énergique et réformateur, assassiné en 1911, qui a modernisé la Russie après la défaite face au Japon en 1905. Il cherche à promouvoir la vision d'une glorieuse continuité de l'histoire russe, depuis les Rurikides¹³, en passant par les Romanov, par l'Union soviétique, et poursuivie par l'actuelle Fédération de Russie, tous présentés comme d'inlassables bâtisseurs de l'Empire et de la puissance russes, dont il se veut le continuateur, voire le sauveur après la chute de l'URSS. À cet égard, l'invasion de l'Ukraine est un pari qu'il a déjà perdu. L'Ukraine n'est pas tombée et ne rentrera pas dans le giron de l'Empire, elle a renforcé sa cohésion nationale contre la Russie, l'Occident l'a soutenue avec succès, l'arrachant

LA GUERRE EN UKRAINE



13. Dynastie fondée à Novgorod, installée à Kiev, et qui a régné à partir de 1240 sur la Russie, jusqu'en 1598.

probablement sans retour à l'influence russe. La poursuite d'une guerre où la Russie a de plus en plus l'avantage, avec la perspective d'une victoire totale, n'est plus une option pour le président russe, car elle serait très coûteuse, aléatoire, et surtout inacceptable pour les Occidentaux et pour les Ukrainiens après les sacrifices de trois ans de guerre. Risques d'escalade (Poutine a déjà agité plusieurs fois la menace nucléaire...), guérillas, terrorisme, répressions accompagneraient pour très longtemps l'occupation russe. Il reste alors à Poutine l'enjeu d'une paix qui définirait les frontières de la nouvelle Ukraine et en garantirait la neutralité. Avec l'Ukraine interdite d'OTAN et amputée de cinq régions rattachées à la Russie, la guerre peut être présentée à l'opinion comme gagnée. Poutine pourrait sortir de la crise par la grande porte et penser entrer dans l'histoire comme le réunificateur des terres russes. Mais le paradoxe est que cette solution dépend de décisions américaines.

Poutine a accueilli l'élection de Trump avec des sentiments mitigés. Il se souvient que son précédent mandat a vu s'accumuler les sanctions de toutes sortes contre la Russie. Bien sûr, la reprise du dialogue avec les États-Unis sur un pied d'égalité et la négociation avec Washington sur le règlement de la question ukrainienne

correspondent à ses vœux. Mais il peut craindre de se voir imposer des concessions qui entacheraient l'image de vainqueur avec laquelle il veut sortir de la guerre, surtout au moment où les troupes russes marquent des points sur le terrain et où il peut encore escompter un effondrement de l'armée ukrainienne. Au moment où Trump lui propose une normalisation des relations avec les États-Unis et la possibilité de clore le terrible chapitre ukrainien à des conditions avantageuses, il a le choix entre d'une part essayer de gagner une guerre aléatoire et coûteuse et d'autre part profiter d'une occasion historique pour renouer avec Washington au prix d'une renonciation à ses ambitions initiales. C'est en faveur de la première option qu'il a penché en refusant les offres de Trump, un « compromis » qui lui donnait les territoires occupés et la neutralité de l'Ukraine. Il n'a pas renoncé à une victoire militaire plus complète qui lui permettrait de dominer toute l'Ukraine, ce à quoi il avait échoué en février 2024. Il souhaite en tout cas terminer sa guerre la tête haute et espère donner à la Russie un rôle majeur dans le monde multipolaire qu'il cherche à construire face à l'Occident. L'histoire jugera.

Jean de Gliniasty